Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 30 (2014)

Artikel: Jaurès, pacifiste, "patriote" et internationaliste
Autor: Boscus, Alain
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-520286

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

JAURÈS, PACIFISTE, « PATRIOTE » ET INTERNATIONALISTE

ALAIN BOSCUS

Depuis sa mort, Jean Jaurès est présenté comme le plus ardent défenseur de la paix de l'avant-guerre. Cela peut directement s'appréhender par des discours et des écrits fort nombreux qui constituèrent dès les années 1930 le cœur de l'édition de ses *Œuvres* dirigées par Max Bonnafous[1]. L'affaire parait entendue tant la figure mémorielle de l'homme de paix fait consensus. Symbole de ce combat, il en fut la première victime, et la charge émotionnelle liée à son assassinat à la veille de la guerre a fait de ce thème, en un processus de cristallisation rapide directement lié à la guerre, le référent premier, incontournable, voire absolu, de son œuvre et de son combat. Dirigeant socialiste soucieux de mettre en cohérence l'idéal révolutionnaire et les réalisations concrètes, il fut aussi au sein du mouvement ouvrier celui qui s'intéressa le plus à l'armée et aux questions militaires en général. Il sut enfin donner au socialisme français une dimension internationale concrète par un militantisme multiforme, du parlement à la rue, de la modeste réunion locale au congrès international. Ce combat en faveur de la paix fut, à partir de 1905, de plus en plus chronophage, même si Jaurès ne se désintéressa d'aucun des sujets et thèmes de toute nature dont le traitement avait fait de lui, dès le début des années 1890, un militant socialiste d'une carrure exceptionnelle.

Tout semble donc avoir été dit à ce propos. Mais dès lors qu'il s'agit de s'interroger sur l'efficacité d'ensemble de ce combat pacifiste, puisqu'il fut finalement mis en échec par le dédenchement du conflit et par l'attitude des dirigeants socialistes européens au moment de la mobilisation et de la déclaration de guerre, on ne peut se contenter aujourd'hui de ces généralités souvent complétées après-guerre par des

1 *Œuvres de Jean Jaurès,* textes rassemblés, présentés et annotés par Max Bonnafous, 9 tomes, 1931 (rééd. Toulouse, 1995). Une nouvelle édition d'*Œuvres de Jean Jaurès* est en cours de parution chez Fayard, sous la direction de Madeleine Rebérioux et Gilles Candar, en 18 volumes (huit d'entre eux ont paru).

considérations spécieuses sur ce qu'aurait fait Jaurès s'il n'avait pas été assassiné et sur le manque irrémédiable que sa mort a entraîné… C'est précisément en se détachant de ces appréciations trop lissées et en travaillant la complexité des concepts que les historiens ont pu et peuvent encore, grâce à la profusion de textes nouveaux exhumés ces dernières années[2], relever l'originalité de la pensée et du parcours de Jaurès, sans sous-estimer les limites de sa réflexion et les ambiguïtés de la réception de ses propositions les plus audacieuses ou novatrices, y compris dans le «peuple ouvrier et socialiste». Comment fut-il à la fois pacifiste en luttant contre le militarisme mais sans être antimilitariste ni fermer la porte à des discussions avec les syndicalistes révolutionnaires et avec des militants de la gauche du socialisme français? Comment fut-il un socialiste internationaliste tout en étant patriote mais en se révélant par là même le plus acharné des opposants au nationalisme et aux «patriotards» qui lui vouèrent une haine sans borne? Répondre à ces questions n'est pas simple en dépit des ouvrages et colloques qui leur ont été consacrés[3], et nous n'avons pas ici la prétention d'en faire la synthèse ni d'innover au plein sens du terme. Notre but est simplement de rassembler quelques idées, après une lecture serrée (surtout à partir du Congrès de Bâle) du *Cri des travailleurs,* hebdomadaire de la Fédération d'unité socialiste du Tarn. Notre souci est en effet de mesurer l'écho de ces thèmes dans son fief électoral et auprès de militants particulièrement bien informés et éclairés, soucieux de situer leurs luttes et leurs espérances dans une dynamique globale et de comprendre au mieux le «vaste monde» si cher à leur député. Ce lien entre local et national, entre «base» et «direction» socialiste, nous permettra peut-être in fine de mieux cerner la complexité des phénomènes de dévoilement, de diffusion et d'appropriation de thèmes et d'idées particulièrement importants avant la guerre.

2 Outre les *Œuvres* en cours de parution déjà signalées, citons Rémy Pech et Rémy Cazals (dir.) *Jaurès. L'intégrale des articles de 1887 à 1914 publiés dans La Dépêche,* Éditions Privat/La Dépêche, 2009.

3 Se reporter notamment à *Jaurès et la Nation,* Publication de la faculté des Lettres et Sciences humaines de Toulouse, Série A - tome I, 1966; *Jaurès et la Défense nationale, Cahiers Jaurès,* n° 3, 1993. Signalons aussi deux récents colloques: Jaurès, Pacifique et Pacifiste? (Centre national et musée Jean Jaurès, Castres, 8 et 9 novembre 2013) et 1914 – L'Internationale et les internationalistes face à la guerre (Société d'Études jaurésiennes, Paris, 24 et 25 mars 2014).

Deux axes d'interrogation permettent d'aller à l'essentiel. D'une part, sa réflexion et son militantisme contre la guerre et en faveur de la paix puisent à des registres divers et débouchent sur des analyses cohérentes et originales sans toutefois parvenir à pénétrer profondément les pensées et la pratique des socialistes d'alors, et encore moins celles de la grande masse ouvrière et populaire. D'autre part, l'affirmation de son internationalisme et son rôle important au sein de l'Internationale ont buté sur les faiblesses et l'inadaptation organisationnelles du mouvement ouvrier et ont généré des illusions diverses sur les risques de guerre et les stratégies en présence.

Le combat contre la guerre

Le combat jaurésien contre la guerre et pour la paix n'est guère ambigu, mais les prémisses patriotiques qui l'influencent demeurent fortes. Le patrimoine du jeune Jaurès en la matière est connu: les militaires de sa famille, la ville garnison de Castres où il est né, et qui marque ses jeunes années, l'éducation après la défaite de 1870, toutes choses qu'il complétera par une grille de lecture classique des Lumières, de la nation révolutionnaire en armes, des spécificités du mouvement ouvrier français... La paix, le bien le plus précieux, doit permettre au socialisme de s'épanouir et à l'humanité de ne pas sombrer. Elle est à la fois but, moyen et garantie du développement économique et social, de la fraternité des peuples et de l'harmonieuse croissance de la démocratie nationale, européenne et internationale. Une guerre entre des nations d'Europe mettrait en péril «la civilisation» tout en ruinant les acquis et les espérances, thème jaurésien récurrent. Cherchant à imposer une politique positive, de moyen plus que de long terme, il en vient à se prononcer, avec des nuances et non sans critiques fondées, en faveur du rapprochement franco-italien (1902), de l'entente cordiale (1904), de l'équilibre pouvant résulter de l'existence de la Triplice et de la Triple entente. En outre, s'il fustige l'alliance franco-russe, étant par ailleurs un adversaire résolu de l'autocratie, ce sont plus ses modalités que son fondement diplomatique qui, dans un second temps, suscitent son ire. Et dans ce cadre imposé par l'histoire, les événements et les rapports de force difficilement modifiables sans péril, c'est pour le désarmement universel qu'il se prononce, contre la «paix armée» et pour l'arbitrage

international, sans avoir peur de se trouver en ces domaines plus proches de pacifistes bourgeois comme Léon Bourgeois, Charles Richet ou d'Estournelles de Constans que de nombreux dirigeants socialistes. Dans ce combat-là, tous les leviers méritaient d'être actionnés, et ceux-là ne s'opposaient point. Quant à la guerre, rien ne la justifiait. Ni les querelles diplomatiques, ni le développement du capitalisme, ni les ambitions territoriales (qu'il s'agisse des colonies ou de l'Alsace-Lorraine), dans un monde où les foyers d'un futur conflit avaient plutôt tendance à se multiplier. «De quelque manière que le problème d'Alsace-Lorraine, comme les problèmes du même ordre qui pèsent sur le monde, se résolve [...], c'est seulement par la paix et par la paix préalable que la solution peut être préparée», écrit-il dans *l'Humanité* du 11 mai 1913[4].

Mais les alertes sont nombreuses: Fachoda, guerre russo-japonaise, Tanger, Agadir, les Balkans, et Jaurès perçoit très bien les risques de guerre et la tournure qu'un conflit d'abord localisé pourrait prendre; il se généraliserait et la guerre serait longue et meurtrière. Jaurès alerte donc en permanence les opinons publiques contre la diplomatie secrète, les dangers de l'alliance franco-russe, l'aventurisme et la duplicité des gouvernants, etc. Il pourfend le nationalisme, les «maquignons de la patrie», les «grands patriotes de dividendes et de réaction», ceux qui font courir des risques inutiles, ceux qui déshonorent le pays en soufflant sans cesse sur les braises, ici les «faux patriotes» (à la remorque de la Russie) ou ailleurs les va-t-en-guerre britanniques et les pangermanistes d'outre-Rhin. Il se prononce aussi, nous l'avons vu, en faveur du développement du droit international, du rapprochement franco-anglo-allemand, des rencontres interparlementaires. En outre, en France

4 Il ne paraît pas fondé de dire que «Jaurès ne luttait pas contre la guerre», mais qu'il luttait plutôt «contre le monstre de la guerre», c'est à dire «la guerre submergée par la violence». C'est ce qu'a affirmé Vincent Duclert lors du récent colloque de Castres, ajoutant aussitôt: «Il ne combat pas pour la paix, mais pour une autre valeur: la justice.» Jaurès n'était certes pas un «pacifiste bêlant», puisqu'il concevait la nécessité de guerres libératrices. Mais s'il s'agit d'apprécier son combat contre la guerre comme second, voire secondaire, il faut nettement récuser cette formulation qui d'ailleurs oppose deux exigences complémentaires: la justice et la paix. Ce genre de formulation ne figure toutefois pas dans Vincent Duclert, *Jean Jaurès. Combattre la guerre, penser la guerre,* Paris, Jean Jaurès Fondation, 2013.

même, son projet d'armée nouvelle et le grand combat que mène la SFIO sous sa direction contre les Trois ans (de service militaire) participent de cette défense de la nation qu'il ne récuse pas (au cas où la guerre éclaterait). Et le socialisme ? Et la classe ouvrière ? Il veut en mobiliser tous les ressorts et il en vient à considérer l'Internationale comme la seule force de paix et les masses ouvrières comme l'acteur principal de ce combat. Il recherche l'union la plus large de la classe ouvrière, et le dialogue parfois difficile qu'il noue avec le syndicalisme révolutionnaire est la marque de son originalité : il le mène à accepter la grève générale simultanée pour empêcher la guerre et imposer l'arbitrage, mais aussi à défendre les instituteurs poursuivis pour antipatriotisme et à organiser entre autres des manifestations communes avec la CGT (ce qui se fera effectivement, mais très tardivement).

Les fortes paroles prononcées à Bâle en 1912 et les belles photographies du Pré-Saint-Gervais restent à juste titre gravées dans nos mémoires et il serait anachronique de considérer que tout cela fut finalement vain et sans portée. Pour autant, si ce combat a été exemplaire et porteur de nombreuses vertus pédagogiques, s'il indique bien la stratégie globale qu'a voulu mettre en œuvre le député de Carmaux, il n'est pas allé sans ambiguïtés ni limites, qui ne sauraient être bien sûr mises à son seul débit. La portée réelle des motions des congrès ? La démocratisation de l'armée et les milices ? La distinction entre guerre défensive et guerre offensive ? L'organisation de la défense nationale ? Les forces réelles en présence au sein même du prolétariat ? L'existence de courants divers allant du nationalisme à l'antimilitarisme révolutionnaire le plus affirmé au sein de la social-démocratie allemande ? Tout cela a été profondément discuté avant 1914 et Jaurès y fut certes pour beaucoup. Mais l'optimisme inhérent à tout engagement militant, la faible organisation du socialisme international, les relâchements des périodes de détente internationale (après 1912, par exemple), l'incomplétude (pour ne pas dire plus) des réflexions sur l'impérialisme, la centralité de la nation comme lieu d'épanouissement de la démocratie et comme enjeu premier des relations internationales (en lieu et place des peuples et/ou des classes), etc., tout cela sans exhaustivité – n'a pas permis à Jaurès d'atteindre les objectifs qu'il se fixait, ni au socialisme international d'arrêter l'irrésistible marche à la guerre.

L'internationalisme

L'internationalisme n'est pas le mondialisme, et ses fondements sont proprement nationaux, avec tout ce que cela charriait, à l'époque comme aujourd'hui, de pensées étroitement bornées, d'incompréhensions mutuelles, d'«identités» et de «caractères originaux» autant réels que fantasmés, et toujours sur-joués et instrumentalisés. Les accents de Jaurès lui-même sont particulièrement colorés concernant la France, son génie, son histoire, ses forces et traditions révolutionnaires, ses capacités et volontés de travailler en faveur du bien commun de l'humanité. On touche là aux conceptions de l'universalisme, qu'il soit «français» ou occidental, porté par les élites culturelles, politiques et économiques européennes. Rejeton des Lumières, cet universalisme faisait office d'idéologie dominante et bien peu, y compris au sein des milieux socialistes et ouvriers, ont perçu à quel point il se transformait toujours plus en nœud de contradictions à l'heure du partage du monde et du développement capitaliste dans sa phase impérialiste. Parler et penser en termes généraux des différents pays et de leur volonté supposée, comme le faisait le plus souvent Jaurès, ôtait en réalité une partie non négligeable de la cohérence et de la force de ses propos et de sa stratégie. Et cela va bien au-delà de l'appréciation critique maintes fois signalée qu'il a portée en ce domaine au *Manifeste communiste* de Marx et Engels[5].

Ces façons de parler et de comprendre le monde et les rapports de force internationaux n'ont-ils pas tendu à désarmer la critique originale qui émanait d'une grille de lecture proprement socialiste? Telle était en tout cas l'opinion de Rosa Luxemburg; elle l'affirme très clairement dans sa fameuse «lettre ouverte à Jaurès» de juillet 1908 que nous voulons ici citer assez longuement tant elle touche au point le plus fragile du système de pensée jaurésien:

> «[...] Je crois que les "intérêts" des États capitalistes d'aujourd'hui, en politique étrangère, diffèrent également beaucoup et même s'opposent directement, suivant qu'on les considère du point de vue des classes dominantes ou du point de vue du prolétariat et de sa politique de classe. C'est pourquoi le socialisme n'a pas du tout intérêt à soutenir la mystification de la politique bourgeoise officielle, la mystification des

5 Voir la partie III «Internationalisme et patriotisme» du chap. X de *l'Armée Nouvelle* (Paris, Imprimeries nationales, 1992, 2 vol.).

"intérêts d'État" ou des "intérêts populaires" conçus comme un tout homogène, c'est-à-dire la mystification de l'harmonie des intérêts dans le domaine de la politique étrangère. [...] Les "alliances" et les "ententes" des États militaristes ne sont que des moyens cachés de renforcer les armements et au besoin d'étendre les dangers de guerre au-delà de son domaine immédiat. Il me semble que ce ne peut être la tâche des socialistes de nourrir les illusions des apôtres bourgeois de la paix ainsi que leur espoir de maintenir la paix par les moyens de la diplomatie, elle est bien plutôt de démasquer pas à pas ce jeu de marionnettes risible et pitoyable, dans son impuissance, dans son caractère borné et mensonger [...][6].»

On sait bien aujourd'hui que cette grille d'interprétation, propre notamment à la gauche de la social-démocratie allemande ainsi qu'à Lénine et à ses proches, était finalement très peu répandue avant 1914. En France comme ailleurs, en dehors de quelques voix critiques marginales, les pensées et les actions se mouvaient dans le cadre national. La complexité des relations internationales, la méfiance envers les élites et le désintérêt des masses populaires pour les questions lointaines, l'absence de points de vue convergents entre les organisations socialistes et syndicales et au sein même du syndicalisme européen, tout cela explique au bout du compte les limites des pensées les plus fortes comme celle de Jaurès. D'autant que d'autres raisons tout aussi importantes empêchaient de dépasser l'universalisme acritique et les conceptions «nationalo-centrées» apparaissant ci ou là sous sa plume. Ayons en tête, par exemple, les moyens fort limités de l'Internationale et son organisation en sections nationales autonomes, de même que les problèmes de langues et de traduction et les divisions partout présentes entre une droite, une gauche et un centre socialistes eux-mêmes non homogènes. Pensons aussi aux exigences de plus en plus fortes qui pesaient sur l'Internationale dès lors que le temps des formules théoriques fut dépassé et que s'imposait toujours plus celui des réalisations pratiques; ce que Jaurès ne cessa d'affirmer. Les efforts courageux et originaux des uns et des autres, entre autres de Jaurès et Vaillant en France (les deux représentants français les plus actifs et présents, avec Jean Longuet, au Bureau socialiste international), les avancées constituées par les motions de Stuttgart en 1907 et par les mobilisations consécutives au congrès de Bâle ne pourront au bout du

6 Rosa Luxembourg, *Le socialisme en France (1898-1912), Œuvres complètes* – Tome III, Marseille, Agone/Smolny, 2013, pp. 259-264.

compte contrebalancer les hésitations et atermoiements autour des moyens concrets à mettre en œuvre pour empêcher la guerre d'éclater ou pour l'arrêter au cas où… Ils ne pourront pas non plus faire entrer dans les esprits les moins marqués par les identités nationales irréductibles autre chose que des rudiments d'internationalisme qui seront rapidement balayés, de fait, dans les heures qui suivront la déclaration de guerre. «La vérité, disait Jaurès le 8 décembre 1905 à la Chambre des députés, est que dès maintenant, d'un bout à l'autre de l'Europe, de Petersburg et de Moscou, par Berlin, une force ouvrière internationale se constitue, qui peut devenir une garantie efficace de paix européenne et de progrès social.» L'Internationale était pour lui le seul lieu, la seule institution susceptible de dépasser les États nations, tout en grandissant leur force d'humanité; la seule possibilité de ne pas les enfermer dans ce qu'ils pouvaient avoir de plus étriqué, égoïste et belliqueux, et de les ouvrir sur le monde, ses peuples divers et des destinées plus vastes.

Le socialisme international «suprême chance de salut et de relèvement!» Le «Parti socialiste international […] seule promesse d'une possibilité de paix!» Jaurès lui a signalé sans cesse à partir de 1905 la besogne immense à laquelle il devait s'atteler[7]. Et après des centaines d'articles et de prises de parole allant dans ce sens, il écrivait encore son espérance en l'internationalisme, quelques jours avant son assassinat: «Nous ne sommes pas des fanfarons et nous savons que la tâche est formidable, qu'elle réclame du prolétariat européen autant de résolution que de clairvoyance. Mais nous [disons aussi] que la sublime fonction de gardienne de la civilisation et de la paix que le prolétariat assigne (à l'Internationale) aura pour effet précisément de stimuler son effort de groupement, et que quand son objet sera bien compris, elle verra s'unir en elle, dans sa volonté d'arbitrage, toutes les consciences honnêtes[8].» À coup sûr, le socialisme international a manqué de temps et a été rattrapé par les événements. Il a aussi été victime d'un certain optimisme ou d'illusions tenaces très largement partagées. La social-démocratie allemande? Elle travaille pour la paix, disait Jaurès, qui relevait toutes les

7 Voir par exemple divers passages du chapitre X de *l'Armée Nouvelle*; pour les expressions signalées, voir «Trois interpellations», *L'Humanité,* 4 décembre 1913, ainsi que son discours de Vaise du 25 juillet 1914.

8 «Les furieux», *L'Humanité*, 18 juillet 1914.

déclarations allant dans ce sens, sans trop s'arrêter (sauf exception) sur les éléments contraires à cette thèse. N'était-il pas convaincu du pacifisme de «ce prolétariat socialiste allemand qui exige avec une énergie croissante la liberté et la paix, la liberté pour maintenir la paix, la paix pour organiser la justice[9]?»

Quoi qu'il en soit, la particularité du congrès international de Vienne déplacé au dernier moment à Paris est précisément qu'il devait avoir lieu le 9 août et qu'il fut «manqué», au plein sens du mot, en raison de la déclaration de guerre[10]. Mais les risques de conflit étaient si évidents depuis une décennie et les discussions si intenses que le manque de temps ne saurait tout expliquer. Les prises de position internationalistes de Jaurès ne sont pas directement en cause, bien entendu. Du soutien aux Arméniens – puis à la révolution russe de 1905 – à sa volonté de faire jouer un plus grand rôle à l'Internationale, en passant par les mobilisations en faveur de Francisco Ferrer, et par le rapprochement franco-allemand et même anglo-franco-allemand, etc., rien n'a manqué a priori: ni le sérieux avec lequel il prenait les décisions actées au niveau du «parlement socialiste international», ni la sincérité profonde de ses objectifs, ni la force de ses convictions, ni le courage et l'originalité de son combat. Il faut bien cependant continuer à réfléchir à cet échec collectif grave qu'a constitué la guerre. Et c'est justement parce que Jaurès fut bien, selon le mot de Vandervelde, «la plus grande espérance de l'Internationale», que ses prises de parole et son action peuvent être questionnées, encore et toujours; notamment leurs effets et conséquences, la façon dont elles ont été comprises et assimilées.

Des ambiguïtés

De fait, la place importante réservée à la paix et à la lutte contre la guerre fait du *Cri des travailleurs* un journal profondément «jaurésien». À partir du printemps 1912, quasiment tous les numéros évoquent longuement ces questions par le biais d'articles originaux, de comptes rendus de congrès, de reproduction de discours et de manifestes. La lutte contre le

9 «Les causes et les conséquences», *L'Humanité,* 11 février 1909.

10 Georges Haupt, *Le Congrès manqué. L'Internationale à la veille de la première guerre mondiale. Étude et documents,* Bibliothèque socialiste, Paris, Maspero, 1965. Sur toutes ces questions, nous ne dirons jamais assez ce que nous devons à Georges Haupt. Cf. G. Haupt. *L'Internationale pour méthode, Cahiers Jaurès,* n° 203, janvier-mars 2012.

militarisme est particulièrement présente, contre les «budgets de mort», contre les Trois ans, les mauvaises conditions d'encasernement, pour une armée organisée en milices et dont la stratégie serait strictement défensive, contre les arrestations et perquisitions touchant les syndicalistes jugés «antimilitaristes» et «antipatriotes», pour l'amnistie en faveur des mutins condamnés, etc. Le haut commandement est aussi directement visé. Toutes les initiatives de paix sont valorisées, de même que les «progrès du socialisme international» et les éléments qui favorisent (et prouvent) le rapprochement franco-allemand. En outre, le journal porte directement et sans cesse la parole de Jaurès, en la commentant et en l'agrémentant de compléments tout en valorisant ses initiatives. Pas de doute: le message jaurésien est bien passé!

Pourtant, la lecture d'ensemble fait apparaître à maintes reprises un fond culturel parfois éloigné de l'internationalisme et de la lutte contre le militarisme, alors même qu'en ce lieu de lutte, la première grève internationale contre la guerre, le 16 décembre 1912, avait été bien suivie, comme d'ailleurs dans divers bassins miniers. Le combat contre la loi des Trois ans dans le Carmausin porte témoignage de diverses ambiguïtés et d'effets pervers révélateurs. Il est intense mais il autorise une interprétation «nationalo-centrée» qui semble partagée par la population ouvrière. La loi «amoindrit nos capacités de défense», elle «affaiblit nos troupes» par un encasernement exaspérant, elle a un coût financier qui obère notre budget et empêchera de mieux défendre le pays, elle dispense d'un plan de mobilisation cohérent et global, etc. La «nation en arme» supposerait bien sûr de faire tout le contraire, ainsi que de développer l'éducation physique de la jeunesse; et Jaurès lui-même n'hésite pas à tirer sur cette corde peu en accord avec l'internationalisme en affolant ses électeurs:

> «Il est temps si vous voulez sauver la nation et la production française [...] de réorganiser l'armée.» Préconisant les milices et se parant du soutien de «milliers d'officiers», il poursuit en des termes surprenants: «Vous savez bien que la main-d'œuvre manque dans les mines; qu'ici, à la verrerie de Carmaux, on a embauché déjà une vingtaine d'Espagnols, qu'il y a trois jours, pour les mines de Cagnac, sont arrivés vingt ouvriers arabes. Et l'on nous prépare l'invasion économique de la France par la main-d'œuvre étrangère. Et comment en serait-il autrement! À l'heure actuelle, nous avons 38 millions d'habitants et nous avons 800 000 hommes dans les casernes. Mais sans ces jeunes gens le travail national ne pourra pas se renouveler et

s'élargir. Si nous n'avons pas les moyens d'assurer la défense de la patrie autrement que par l'armée de caserne, c'est la ruine! [...] [11].»

On mesure aussi les limites de la pensée antimilitariste dans le mouvement ouvrier à la façon dont les éléments de culture nationaliste sont intégrés dans la vie courante. À Carmaux même, ville socialiste depuis 1892, où les ouvriers mineurs et verriers dominent le corps social et votent très largement pour la SFIO, un des moments forts de toute fête locale qui se respecte se fait au son des harmonies militaires, des défilés de jeunes, des compétitions animées par des sociétés de tir régionales, des retraites au flambeau, tambours, dairons et drapeaux en tête... Et en dehors de ces moments festifs touchant toute la population, nous trouvons très souvent cette ambiance de «paix armée», par ailleurs tant critiquée: en 1913, par exemple, la fête des mineurs, la «Sainte-Barbe», se déroule au son de la «musique de l'École d'artillerie de Toulouse» et les jeunesses socialistes de la ville organisent le bal des conscrits.

En outre, lorsqu'est évoquée la possibilité d'éclatement d'un conflit, la tonalité d'ensemble qui se dégage des appréciations du *Cri des travailleurs* se résume bien souvent au rappel d'une thématique largement partagée, y compris par Jaurès: c'est la révolution qui sortirait d'un conflit long, meurtrier et généralisé, et celle-ci est toujours présentée comme une catastrophe ou un chaos devant être évité au même titre que la guerre elle-même. Devant les Carmausins, Jaurès évoque cela lors des meetings de février, mars et avril 1914, tous trois étant consacrés à la guerre, la paix, l'armée et les questions extérieures. Nous savons que, sans négliger aucune hypothèse historique, il est un ardent défenseur d'une transformation sociale d'ensemble profonde, mais pacifique, l'option de la violence étant pour lui toujours à rejeter autant que possible. Il n'était pas le seul à penser ainsi et, de fait, l'éventualité d'une transformation révolutionnaire violente en temps de paix n'était pas vraiment débattue. Elle pouvait dès lors être présentée comme un repoussoir lorsqu'il était question de situer ce moment en temps de—

11 *Le Cri des travailleurs,* 19 avril 1914, le passage du compte rendu étant titré «L'invasion économique». Jaurès a toutefois précisé sa position concernant la main-d'œuvre étrangère dans «L'effort nécessaire», *L'Humanité,* 28 juin 1914 (reproduit dans Madeleine Rebérioux, *Jean Jaurès et la classe ouvrière,* Paris, Maspero, 1976, pp. 233-234). Il y demande l'instauration d'un salaire minimum pour les travailleurs français et étrangers ainsi que la protection des ouvriers étrangers.

guerre. En luttant contre la guerre, le parti socialiste luttait aussi contre les tentatives violentes de révolution, et il fallait l'en féliciter. Voici ce qu'il écrit en 1909 après la semaine sanglante de Barcelone: «On peut dire désormais que la guerre et la révolution sont deux sœurs jumelles. Quand la guerre sera née en Espagne, la révolution ne tardera pas à naître; et elle ressemblera à la guerre sa sœur; elle en aura la fureur sauvage et la rage de destruction[12]»; et encore, en 1914:

> «[...] Quelle sera dans cette crise horrible, la pensée, l'action du prolétariat? Il sera atteint à la fois dans sa chair et dans sa conscience et plus meurtri qu'aucune autre portion de l'humanité misérable, puisque la guerre lui sera matériellement cruelle par la ruine du foyer, et moralement intolérable par la rupture de ces liens de solidarité ouvrière qui déjà font du prolétariat européen une famille. Des explosions révolutionnaires se produiront inévitablement, sans qu'on puisse déterminer d'avance, en quel point, en quel moment, sous quelle forme. Les détails du drame sont dans les mystères de l'avenir [...] Mais il est certain que le drame éclatera. Et alors, le socialisme international ne remplit-il pas le plus haut devoir, ne fait-il pas acte de prévoyance patriotique et humaine lorsqu'il essaie d'organiser contre la guerre, avant la guerre, la protestation concertée des forces ouvrières qui plus tard, trop tard, se déchaîneraient nécessairement en une révolte chaotique et désespérée [...][13].»

Agité comme un chiffon rouge, l'argument a d'ailleurs servi maintes fois à appeler la bourgeoisie et les gouvernants à la prudence et à la responsabilité.

Un impérialisme resté impensé

Enfin, on relève dans le *Journal de la Fédération d'unité socialiste du Tarn* une sorte d'impensé, de trou noir, dès lors qu'il s'agit de caractériser l'impérialisme comme phase nouvelle d'un tout jeune capitalisme de monopole à la fois agressif et prédateur, prenant appui sur les tendances les plus réactionnaires, chauvines et militaristes des sociétés et ayant pour champ d'action l'ensemble de la planète. Le mot n'est quasiment jamais employé, jamais quoi qu'il en soit dans ce sens précis pourtant déjà utilisé au sein de la IIe Internationale. Le lien est certes souvent fait, chez Jaurès entre guerre et capitalisme, même si la relation est loin de se

12 «Dans le miroir d'Espagne», *La Dépêche,* 13 août 1909.
13 «Ce qu'ils oublient», *L'Humanité*, 20 juillet 1914.

réduire à la formule du discours de mars 1895 à la Chambre : « Toujours votre société violente et chaotique, même quand elle veut la paix, même quand elle est en état d'apparent repos, porte en elle la guerre comme la nuée dormante porte l'orage. Messieurs, il n'y a qu'un moyen d'abolir enfin la guerre entre les peuples, c'est d'abolir la guerre entre les individus, c'est d'abolir la guerre économique, le désordre de la société présente, c'est de substituer à la lutte universelle pour la vie, qui aboutit à la lutte universelle des champs de bataille, un régime de concorde sociale et d'unité[14]. » Son discours aux socialistes allemands, en juillet 1905, portait encore cette idée : « Nous savons très bien, les uns et les autres, qu'il y a dans le monde capitaliste des forces formidables de conflit, d'anarchie violente, d'antagonismes exaspérés [...] La concurrence économique de peuple à peuple et d'individu à individu, l'appétit du gain, le besoin d'ouvrir à tout prix, même à coups de canon, des débouchés nouveaux pour dégager la production capitaliste, encombrée et comme étouffée sous son propre désordre, tout cela entretient l'humanité d'aujourd'hui à l'état de guerre permanente et latente[15]. » Il n'est donc pas surfait de considérer que Jaurès est un de ceux qui ont permis de construire bien en amont le consensus qui se dégagera à ce propos deux ans plus tard, au Congrès de Stuttgart, autour de l'idée que l'essence de la guerre se trouve dans le système capitaliste lui-même. Pour ces raisons, il y avait d'ailleurs appelé à « atteindre le capitalisme dans tous ses organes ». Les accords commerciaux et financiers entre grandes entreprises de quelques pays sont stigmatisés. De même que sont perçus les liens entre les différents groupes formant les classes dirigeantes de divers pays et, ce que les travaux des historiens ont plutôt confirmé[16].

Il faut cependant reconnaître que ces propos dépassent rarement les thèmes habituels et vindicatifs sur les marchands de canon qui fragilisent

14 Célèbre discours à la Chambre des députés, 7 mars 1895, reproduit in Madeleine Rebérioux, *Jean Jaurès. Textes choisis. Contre la Guerre et la politique coloniale*, Les classiques du peuple, Paris, Éditions sociales, 1959, pp. 82-95.

15 « La Paix et le socialisme », Discours aux socialistes allemands, 9 juillet 1905, in Jean Jaurès. *Discours et conférences.* Paris, Le Monde/Flammarion, 2010, pp. 178-179.

16 Par exemple, Jean Garrigues, *La République des hommes d'affaires (1870-1900),* Paris, Aubier/Histoires, 1997 ; Jean Garrigues, *Les patrons et la politique. De Schneider à Seillière,* Paris, Perrin, 2002.

ou trahissent la patrie. Hobson, Rosa Luxembourg et d'autres encore ne sont pourtant pas des inconnus pour le leader socialiste français. Il les lit dans le texte, annote ou biffe leurs ouvrages aujourd'hui conservés au Musée de Montreuil. Il en a assimilé l'essentiel, notamment en ce qui concerne le contenu économique et les transformations du capitalisme à l'heure de la première mondialisation capitaliste. On le perçoit nettement lorsqu'il cite l'économiste allemand d'origine autrichienne Rudolf Hilferding, à la chambre des députés, en décembre 1911, un an après la parution de son maître ouvrage : *le Capital financier*[17].

En outre, la pensée dominante au sein de l'Internationale, et chez Jaurès en particulier (en dépit de développements parfois contraires qu'il faudrait analyser avec précision) stipule que le capitalisme et les classes dirigeantes n'ont pas vraiment intérêt à la guerre. Les risques ne sont pas niables, mais en réalité, ils émaneraient d'une pluralité d'acteurs, voire d'individus qu'il faudrait être en mesure de mieux contrôler, en abolissant la diplomatie secrète et en démocratisant la société et l'ensemble des institutions : diplomates, aventuriers, éléments belliqueux, militaires exaltés ou imprudents, coloniaux, groupes de pression divers. Les risques de guerre, ne seraient donc pas principalement portés par cette «nouvelle phase du capitalisme» que constitue l'impérialisme[18], et il serait impossible de signaler comme particulièrement belliqueuse et militariste la bourgeoisie des grandes et des petites entreprises. Les risques se concentrent en fait sur «une minorité infime», dit-il en parlant de l'Angleterre en janvier 1909. De plus, la catastrophe qu'entraînerait une guerre toucherait toutes les classes, y compris la classe dominante et les élites économiques ; et les imbrications entre pays comme entre banques et économie productive sont telles que l'«internationale de la richesse» elle-même peut-être une force de paix. Le chapitre X de *l'Armée nouvelle* porte aussi cette approche, en la combinant avec l'analyse longue des mouvements de fond associée à celle du caractère double du capitalisme, à la fois porteur de dangers et d'atouts importants. Jusqu'à plus ample recherche, il semble bien que ce soit là la pensée profonde du tribun en ce domaine. En décembre 1911, à la Chambre, il affirme

17 Jean Jaurès. *Justice d'abord. Une anthologie,* présentée par Gilles Candar, Paris, Le Monde, 2012, p. 175.

18 Dans *l'Armée Nouvelle,* Jaurès évoque une «phase hypercapitaliste» (Éd. Œuvres Bonnafous, p. 351).

qu'il y a «trois forces qui travaillent pour la paix» et que, parmi elles, outre «l'organisation internationale de la classe ouvrière» et la «renaissance de l'Amérique anglo-saxonne, du vieil idéalisme des puritains», on trouve «le capitalisme le plus moderne à l'état organisé»[19]. Le thème est alors courant dans l'Internationale, creusé notamment par Kautsky qui développera plus tard sa thèse d'un «super-capitalisme» œuvrant pour la paix, au grand dam de Lénine.

Malgré tous ces efforts louables et honnêtes pour penser le couple guerre/paix dans sa complexité à la fois théorique et pratique, temporelle et spatiale, et en dépit d'une approche globale intégrant les phénomènes économiques mondiaux, nous ne pouvons pas dire que Jaurès a pensé l'impérialisme. Du reste, les mentions exceptionnelles qu'il fait du terme, ne renvoient pas au concept lui-même et ne permettent pas aux militants socialistes de base de bien faire le lien entre impérialisme, militarisme et dangers de guerre. Le débat de fond n'a ainsi pas lieu. Comment les socialistes tarnais ont-ils alors pu comprendre, par exemple, le développement proposé par Jaurès dans *l'Armée Nouvelle* lorsqu'il signale qu'une seule patrie serait un «impérialisme effroyable»[20]? Et comment se sont-ils arrangés avec cette conception d'un capitalisme potentiellement porteur de paix? La lecture du *Cri des travailleurs* ne permet pas vraiment de trancher, mais il semble bien que la pensée de Jaurès en ce domaine, fouillée et plutôt réaliste sinon totalement fondée, a laissé finalement peu de traces. Peut-être a-t-elle été en réalité incompréhensible de son vivant, du fait de sa complexité et de la volonté du tribun de dépasser les auditoires ouvriers et militants afin d'agréger aussi les classes moyennes et la petite bourgeoisie; et sans doute est-elle devenue inconcevable après coup tant les causes proprement impérialistes de la boucherie de 14-18 se sont imposées dans les milieux militants, syndicalistes et socialistes, pour plusieurs décennies. Quoi qu'il en soit, si l'impensé de l'impérialisme n'est pas total chez Jaurès, il demeure bien réel.

19 Jean Jaurès. *Justice d'abord… op. cit.*, pp. 173-174.
20 *L'Armée Nouvelle* (Éd. Œuvres Bonnafous, p. 374).

Que conclure?

Jaurès a bien été l'un des rares à dépasser les analyses simplistes. Il a cherché à lier, avec les informations à sa disposition, les effets de la seconde révolution industrielle alors en cours à la concentration et à l'exportation des capitaux, aux marchandages coloniaux, aux volontés de remodelage des sphères d'influence, à la «paix armée» et aux conflits multiples de l'avant-14 (de la guerre russo-japonaise aux Balkans). Persévérant et déterminé, il a aussi eu pour objectif (sans toujours y parvenir cependant) de dépasser les incantations habituelles de dirigeants socialistes européens prompts à faire des déclarations internationalistes mais rapidement rattrapés, sous couvert de «réalisme», par les *habitus* passablement nationalistes de l'opinion publique et des membres des organisations ouvrières et socialistes déjà touchés par l'électoralisme et le bureaucratisme. Il semble bien pourtant qu'en dépit de ses lectures et rencontres, et malgré ses efforts inégalés pour conjurer la marche à la guerre, son analyse soit restée inaboutie. Ses formulations percutantes et la mise en exergue de situations ou d'événements précis ont finalement été moins mobilisatrices et moins partagées (y compris dans son fief tarnais) qu'on ne l'a souvent cru et dit. Et de ce point de vue, l'on ne peut que regretter qu'il n'ait pas écrit le rapport sur «L'impérialisme et l'arbitrage» qu'il devait rendre au Bureau socialiste international (BSI) dans le cadre de la préparation du congrès «manqué» de 1914. Insuffisance de temps dans une période aussi chargée? Divisions au sein de l'Internationale, sur lesquelles il ne voulait pas mettre l'accent? Volonté de ne pas se positionner vis-à-vis de l'ouvrage de Rosa Luxembourg, *L'accumulation du capital,* paru en janvier 1913? Effort de théorisation jugé inutile, son objectif étant avant tout pratique? Impossibilité théorique et pratique de présenter en quelques pages un sujet aussi complexe? La réponse qu'il fit le 25 juillet 1914 au secrétaire de l'Internationale, Camille Huysmans, par le biais d'une lettre du secrétaire de la SFIO, Louis Dubreuilh, n'aide pas à répondre à cet ensemble de questions d'ailleurs complémentaires. Dans tous les cas, son renvoi aux six lignes de la résolution adoptée tout récemment à la majorité, lors du congrès extraordinaire de la SFIO, rappelle sa forte détermination: «Entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre, et pour imposer aux gouvernements le recours à

l'arbitrage, le Congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière, simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés, ainsi que l'action et l'agitation populaires sous les formes les plus diverses[21].» N'est-ce pas finalement cela qui compte pour bien saisir le cheminement de Jaurès? Qu'en ce domaine, et par cette proposition de grève générale simultanée s'insérant dans une stratégie d'ensemble de recours à l'arbitrage, il mourut assassiné en étant porteur des éléments d'analyses et de propositions qui le plaçaient à gauche de la SFIO d'alors. Il ne fut pas le surhomme que l'on s'est plu à aduler et à commémorer après sa mort en passant sous silence ses exigences radicales en matière de justice, de paix, d'internationalisme, et en se gardant de rappeler ce qu'il avait dit ou écrit (même de façon incomplète ou maladroite) sur les droits des peuples colonisés et sur la grandeur des autres civilisations. Homme du consensus et de synthèses? Humaniste, socialiste, républicain et démocrate? Assurément! Mais surtout militant et penseur exceptionnel de la transformation sociale, en phase avec son temps, à la pensée évolutive fondée sur des principes et un idéal restés intacts. Ses «limites» et l'«incomplétude» de quelques analyses (notamment sur l'impérialisme) puisent profondément dans son époque. Et elles ne sauraient faire oublier que son parcours l'a conduit toujours plus fermement vers l'anticolonialisme et l'a amené à comprendre toujours mieux les contradictions de la nouvelle phase du capitalisme qui venait de s'ouvrir. Cette affirmation, que nous avons tenté d'étayer ici, ne fait pas de lui un partisan de la IIIe Internationale créée en 1919 par les Bolcheviks (il n'est pas sain de faire parler les morts!), mais cela permet de s'interroger plus profondément sur le cours pris par le mouvement socialiste international après sa mort et par les thèmes et actions portés par nombre de ceux qui se sont réclamés de lui. Ont-ils été aussi exigeants que lui en matière d'internationalisme? Ont-ils mieux lutté contre le militarisme et la guerre? Ont-ils été les vecteurs et acteurs d'une vision du vaste monde plus ouverte et moins «nationalo-centrée» que la sienne? En dépit du regard critique que nous avons porté ici sur le leader socialiste et en regard de l'histoire du XXe siède, nous pouvons en douter.

21 «Lettre de Dubreuilh, secrétaire du Parti socialiste (SFIO) à Camille Huysmans. Au sujet du rapport de Jaurès», 25 juillet 1914, in Georges Haupt, *Le congrès manqué, op. cit.,* pp. 218-219.